

Demande déposée le 18/12/2023, affichée le 18/12/2023		N° DP08406823H0049
Par :	Monsieur ALAJBEGOVIC Alexandre	Surface de plancher : 33m <sup>2</sup>
Demeurant à :	10 Place de l'Eglise 84160 LOURMARIN	
Représenté par :		Destination: Local professionnel
Pour :	Changement de destination partiel d'un immeuble d'habitation pour création d'un bureau	
Sur un terrain sis à :	16 Rue Albert Camus 84160 LOURMARIN	

Monsieur le Maire,

Vu la déclaration préalable susvisée.

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, R-421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 12/02/2018, modifié le 23/01/2023,

Notamment le règlement de la zone UA,

Considérant que le projet n'induit aucune modification de façade,

Considérant que le changement de destination maintient un accès distinct pour le logement,

DECIDE

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Lourmarin, le 15 janvier 2024

Le Maire

Jean-Pierre PETTAVINO

Pour le Maire, par délégation,  
Joël RAYMOND,  
Adjoint au Maire



#### INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (notamment *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DUREE DE VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.